

Les manifestations d'agriculteurs se multiplient partout en France, avec 77 points de blocage recensés jeudi 25 janvier à la mi-journée.

À l'heure de la crise climatique, le secteur est confronté à une multitude d'injonctions contradictoires.

Selon le Haut Conseil pour le climat, il existe pourtant une voie pour une agriculture durable et rémunératrice.



# L'agriculture en quête de sens

— La crise agricole fait ressortir les fortes tensions entre des exigences difficilement compatibles, notamment entre la protection de l'environnement et les prix bas, ou encore les objectifs politiques affichés et la réalité du terrain.

## — L'arbitrage entre prix bas et consommation responsable

Les Françaises et les Français veulent « manger mieux », c'est-à-dire sain, mais aussi « local » et « responsable ». Selon l'Observatoire société et consommation (Obsoco), le critère le plus important au moment de l'achat d'un produit alimentaire, c'est le fait qu'il soit produit en France. Les consommateurs français sont également 66 % à porter attention à la juste

rémunération des producteurs. Avec le retour de l'inflation depuis deux ans, le critère du prix a cependant pris une place de plus en plus importante. « La volonté de consommer sain et responsable est toujours là, assure Emily Mayer, experte de la consommation à l'institut Circa. Mais la contrainte est telle que ce n'est pas toujours possible. » En deux ans, les prix de l'alimentaire ont augmenté de 22 %. Les ventes de produits bio, elles, dégringolent depuis 2020, après une progression continue. « C'est le cas des œufs bio, trop chers. En revanche, celles

des œufs de plein air progressent : aux yeux des consommateurs, c'est un bon compromis, un surcoût acceptable », nuance-t-elle. Les dépenses alimentaires, par ailleurs, ne pèsent pas de la même manière pour tout le monde. « La moitié des Français les plus modestes disent devoir se restreindre pour des raisons financières, contre un quart seulement des plus aisés », avance Agnès Crozet, directrice associée à l'Obsoco. À ses yeux, chacun doit prendre sa part de responsabilité et le faire selon ses moyens : « La transition écologique et alimen-

taire sera difficilement soutenue si on n'accompagne pas la partie de la population la plus précaire. »

## — Des agriculteurs coresponsables et victimes de la crise environnementale

Le sujet fâche, mais c'est un fait : en France, le modèle agricole a des conséquences néfastes sur le climat et l'environnement. L'agriculture représente 18 % des émissions totales de

●●● gaz à effet de serre du pays, selon le dernier rapport du Haut Conseil pour le climat (HCC). C'est le deuxième secteur le plus émetteur après les transports.

La production agricole est en outre l'une des premières causes de l'érosion de la biodiversité. Selon l'Office français de la biodiversité (OFB), les écosystèmes sont fragilisés par la conversion de milieux naturels en surfaces agricoles et surtout par l'utilisation d'intrants (pesticides, engrais). Ces produits chimiques détériorent aussi la qualité des sols et s'y infiltrent jusqu'aux nappes phréatiques, menaçant les ressources en eau potable.

Moteur de la crise environnementale, l'agriculture en est aussi une des premières victimes. Le changement climatique accentue et multiplie les phénomènes météorologiques extrêmes : des sécheresses, qui mettent cultures et élevages en situation de stress hydrique ; des températures extrêmes, menaçant la survie des cheptels ; des inondations, emportant les cultures et détériorant la qualité des sols... « Ces événements combinés et en cascade exposent (les agriculteurs à des) pertes de ren-

l'autoroute A35 au nord de Strasbourg fait partie des points de blocage. Frédéric Maigrot/Rea

dement additionnelles », avance la présidente du HCC, Corinne Le Quéré. Avec un réchauffement moyen de 2°C, la plupart des « cultures en France seraient exposées à des pertes moyennes de rendement de plus de 10 % par rapport aux rendements actuels », estime le rapport.

## — La tension entre autosuffisance alimentaire et environnement

Pour certains, les normes environnementales seraient trop nombreuses, trop lourdes et nuiraient à la compétitivité de l'agriculture française. C'est l'un des moteurs de la mobilisation des agriculteurs, à commencer par l'obligation de maintenir, à partir de 2024, 4 % des terres en jachère, imposée par la nouvelle PAC (politique agricole commune), qui veut faire de l'Europe une championne de la transition. À l'inverse, d'autres estiment que la question environnementale est instrumentalisée, et que la PAC est encore trop « productiviste », favorisant davantage les grandes exploitations au détriment de la transition.

« Nous ne sommes pas dans un productivisme acharné, juge Vincent Chatellier, économiste à l'Inrae. Et la baisse en France de l'autosuffisance alimentaire pour certaines productions crée un sentiment de décrochage. » Le pays importe désormais 20 % de sa consommation de viande bovine ou 30 à 40 % de ses volailles. Prix de vente, charges, départs à la retraite des exploitants... les moteurs dépassent le débat autour des normes.

« En revanche, l'une des raisons de la mobilisation pourrait être dans une dissociation entre les objectifs politiques affichés et la réalité du terrain, poursuit le chercheur. Quand l'Europe vise 25 % de surface de bio en 2030 contre 10 % aujourd'hui, alors que les marchés ne sont pas porteurs, les agriculteurs s'interrogent. Ou lorsque l'on s'attaque aux pesticides sans que les pertes de volumes soient couvertes par une hausse des prix. »

Si certaines revendications de la FNSEA visent spécifiquement des mesures environnementales, le débat dépasse le cas de politiques spécifiques aux yeux de Vincent Chatellier : « Il semble que beaucoup critiquent avant tout la sur-administration ». Dans cette protestation multiforme, la Confédération paysanne demande par exemple une simplification des démarches, sans pour autant revenir en arrière sur l'environnement.

## — Un exécutif en tenaille entre le terrain français et les compromis européens

En octobre 2017, Emmanuel Macron plaçait pour « inventer une nouvelle France agricole, car le modèle dans lequel nous nous sommes enfoncés n'est pas soutenable ». Six ans après, les oppositions dénoncent les contradictions du camp présidentiel, qui tente de concilier agriculture et transition écologique. « Il faut que l'exécutif cesse d'avoir un double langage » sur les normes environnementales, a affirmé mercredi 24 janvier le président du Sénat, Gérard Larcher. « On n'a pas le droit de dire à Paris que l'on soutient les agriculteurs et de faire le contraire à Bruxelles », a renchéri François-Xavier Bellamy, eurodéputé et tête de liste LR aux élections européennes.

Il est reproché aux macronistes d'avoir œuvré au compromis sur la nouvelle politique agricole commune (PAC), approuvée en novembre 2021 et en vigueur depuis ce mois de janvier. Ou d'avoir soutenu l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande en novembre 2023. L'eurodéputé Renaissance Pascal Canfin est en particulier la cible des protestations. Président de la commission environnement au Parlement européen, il est l'artisan du « pacte vert » de l'UE, qui cristallise la colère même s'il n'est pas encore en vigueur.

Il est aussi reproché à l'exécutif ses revirements. Dernier exemple marquant : la France s'est abstenue, en novembre 2023, lorsque la Commission européenne a décidé de renouveler l'autorisation du glyphosate dans l'UE pour dix ans. En 2017, Emmanuel Macron avait pourtant promis une interdiction totale du pesticide en France, « au plus tard dans trois ans », avant de changer d'avis en 2019. L'année suivante, le gouvernement avait été contraint de changer de pied sur une réintroduction temporaire des insecticides néonicotinoïdes, « tueurs d'abeilles », pour la culture de la betterave. Avant de renoncer à cette dérogation en janvier 2023.

**Sarah Dupont, Camille Richir, Corinne Laurent et Maxime Bertail**

## repères

### La colère monte

La mobilisation des agriculteurs a continué à prendre de l'ampleur jeudi 25 janvier, avec 77 points de blocage organisés un peu partout en France, selon un décompte de la FNSEA.

La veille, le syndicat majoritaire et les Jeunes Agriculteurs avaient envoyé au gouvernement une liste de 140 revendications portant sur les rémunérations, la réduction des normes environnementales et la transmission des exploitations.

## Le Haut Conseil pour le climat fait ses recommandations

— Hasard du calendrier, le Haut Conseil pour le climat a publié jeudi 25 janvier un rapport soulignant l'urgence de poursuivre la décarbonation de la filière agricole et d'accélérer sa transition.

Et s'il était possible d'avoir une agriculture à la fois plus rémunératrice pour les agriculteurs, mais aussi plus résiliente face à la crise climatique ? Dans un rapport rendu ce jeudi 25 janvier – hasard du calendrier –, le Haut Conseil pour le climat (HCC) a publié ses recommandations pour décarboner l'agriculture et l'alimentation.

Alors que le système alimentaire représente 22 % des émissions de gaz à effet de serre nationales, l'organisme indépendant chargé d'évaluer l'action publique en matière de climat est formel : « Les politiques agricoles et alimentaires actuelles sont peu mobilisées en appui aux politiques climatiques. » D'où la nécessité d'« intensifier la décarbonation » de la filière, en levant notamment les freins systémiques qui empêchent aujourd'hui la transition.

« Certains de ces freins sont liés aux coûts de formation et de mise en place de nouvelles pratiques comme l'agroécologie, a notamment expliqué Corinne Le Quéré, la présidente du HCC, au cours d'une conférence de presse. D'autres, au contexte et à la situation socio-économique et institutionnelle du secteur : revenus faibles, partage de la valeur inéquitable, concurrence économique... »

Malgré des efforts réels, qui ont permis au secteur de réduire de 79 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 2015 et 2021, ces derniers devront être beaucoup plus importants à l'avenir. Pour les réduire de moitié à horizon 2050, le rapport estime que le gros du travail doit être mené sur la production

agricole, qui représente à elle seule 60 % des émissions de GES du système alimentaire français. Parmi les objectifs à atteindre, il faudrait arriver à baisser d'au moins 30 % la consommation de protéines animales, à diminuer d'au moins 40 % la part d'engrais azotés minéraux et, enfin, développer l'agroécologie et l'agriculture biologique à hauteur de 50 % des surfaces agricoles françaises via la diversification des cultures et des paysages, la plantation d'arbres et de haies...

Une gageure pour la communauté paysanne, qui ne cesse de rappeler la difficile conciliation entre les objectifs de protection de l'environnement, de souveraineté alimentaire et de survie de la profession. Outre les coûts liés à la mise en œuvre de pratiques plus durables, les agriculteurs dénoncent la part croissante des produits importés dans les rayons ces dernières années, dont les productions n'ont pas été soumises au même niveau d'exigence que celui des normes environnementales françaises.

L'augmentation des importations pèse lourd dans le bilan carbone des Français. Selon le rapport du HCC, près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de notre système alimentaire sont issues de ces produits importés (50 % sont des produits prêts à la consommation, 50 % des matières brutes), qui représentent environ 20 % de notre alimentation. « Les efforts fournis au niveau national ne doivent pas être effacés par des importations de produits de l'étranger, avance Corinne Le Quéré. Il faut impérativement intégrer cette dimension dans les accords de libre-échange pour éviter cet effet de fuite. »

Pour faciliter la « transformation en profondeur du système alimentaire au bénéfice de l'action climatique », le rapport appelle enfin à rapprocher davantage les politiques agricoles et climatiques au sens large, et à renforcer la cohérence entre les objectifs de la planification écologique, la déclinaison de la PAC, le pacte et la loi d'orientation agricole, et la future « stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat », attendue au printemps. « Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Les agriculteurs dénoncent la part croissante des produits importés dans les rayons ces dernières années, dont les productions n'ont pas été soumises au même niveau d'exigence que celui des normes environnementales françaises.

L'augmentation des importations pèse lourd dans le bilan carbone des Français. Selon le rapport du HCC, près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de notre système alimentaire sont issues de ces produits importés (50 % sont des produits prêts à la consommation, 50 % des matières brutes), qui représentent environ 20 % de notre alimentation. « Les efforts fournis au niveau national ne doivent pas être effacés par des importations de produits de l'étranger, avance Corinne Le Quéré. Il faut impérativement intégrer cette dimension dans les accords de libre-échange pour éviter cet effet de fuite. »

Pour faciliter la « transformation en profondeur du système alimentaire au bénéfice de l'action climatique », le rapport appelle enfin à rapprocher davantage les politiques agricoles et climatiques au sens large, et à renforcer la cohérence entre les objectifs de la planification écologique, la déclinaison de la PAC, le pacte et la loi d'orientation agricole, et la future « stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat », attendue au printemps. « Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

Plus on aura de politiques transversales, plus on aura des cohérences pour éviter le feuilletage normatif que dénoncent aujourd'hui les agriculteurs », a expliqué la sociologue Sophie Dubuisson-Quellier lors de la conférence de presse. Bref, plus il y aura de cohérence, et moins il y aura d'injonctions contradictoires...

**Sarah Dupont**